



48861



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

---

Distr. GENERALE

E/ECA/CM.8/15

2 avril 1982

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième session de la Conférence des ministres

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)

27-30 avril 1982

EXAMEN DE LA CRISE INTERNATIONALE EN COURS ET DE SES CONSÉQUENCES  
POUR L'AFRIQUE

## TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. Les principales caractéristiques de la crise internationale et africaine .....	1 - 28	1
II. Le rôle des ressources naturelles et des matières premières .....	29 - 36	10
III. Création d'institutions .....	37 - 42	13
IV. La science et la technologie pour le développement .....	43 - 50	15
V. Alimentation et matières premières agricoles .....	51 - 58	18
VI. Choix des produits et "noyau central" .....	59 - 62	20
VII. Conclusions .....	63 - 66	22

Examen de la crise internationale en cours et de ses conséquences  
pour l'Afrique

I. Les principales caractéristiques de la crise internationale et africaine

1. Dans un document présenté à la quinzième session de la Commission et sixième réunion de la Conférence des ministres qui s'est tenue à Addis-Abeba en avril 1980, le secrétariat a appelé l'attention <sup>1/</sup> sur les tendances des relations économiques internationales et particulièrement sur le fait que le schéma conventionnel des relations économiques Sud/Nord est loin de constituer pour la région africaine le moteur d'un développement et d'une croissance économiques auto-entretenus et autonomes. Dans le présent document, on se propose de faire le point sur la persistance et l'intensification des tendances déjà identifiées en 1980 et de développer les mesures que devraient prendre les partenaires africains, en Afrique et hors d'Afrique, pour s'engager bientôt de façon décisive sur la voie d'un développement et d'une croissance économiques autonomes et auto-entretenus.

2. Les tendances qui se dégagent des indices conventionnels de la crise extérieure africaine s'aggravent au lieu de s'atténuer. La part de la région dans le commerce d'exportation des pays en développement se contracte toujours, tombant de 20,9 p. 100 en 1970 à 14 p. 100 en 1980. De même, sa participation aux importations totales des pays en développement continue aussi de diminuer, même si l'on tient compte des pays exportateurs de pétrole. La part du commerce africain dans le total des échanges africains (eux-mêmes en diminution) est tombée de 6,7 p. 100 en 1970 à 3,6 p. 100 en 1976 puis a dégagé une légère reprise en 1980 (4,7 p. 100).

3. Le commerce extra-africain avec les pays développés à économie de marché, avec les pays socialistes et avec le reste du Tiers-monde (pays de l'OPEP exceptés) est toujours caractérisé par l'exportation de produits primaires et l'importation de produits manufacturés. De plus, les échanges avec les pays développés à économie de marché, avec les autres régions en développement et avec les pays socialistes dégagent tous des soldes négatifs ce qui, chose frappante, ne résulte nullement d'une réorientation de l'énergie ou des ressources vers le commerce intra-africain. Il ne semble pas que les pays d'Afrique cherchent à développer leurs échanges avec les pays de l'OPEP d'Asie occidentale avec la même détermination que celle dont font preuve toutes les autres régions ou les pays importateurs de pétrole pour accroître les réserves de change qui leur permettent d'acquitter leur facture pétrolière. Ce phénomène est d'autant plus curieux que la région africaine pourrait grandement tirer parti de la promotion des échanges avec les pays de l'OPEP d'Asie occidentale. Enfin, comme on l'a signalé par ailleurs, la dépendance de la région en général et des Etats membres en particulier d'une économie de mono-exportation n'a pas évolué depuis 20 ans, sauf lorsque c'est

<sup>1/</sup> CEA, Les relations économiques internationales en tant que facteurs du développement africain, document E/CN.14/760/Add.1/Rev.1 du 16 avril 1980. Voir aussi: Some Background Notes on the African Crises in the 1980s - Information Paper Monrovia, 29 septembre 1981.

l'investissement étranger et l'initiative étrangère qui ont entrepris de réformer la structure de tel ou tel pays. Les pays qui, il y a 20 ans, étaient tributaires des exportations de café, de cacao, de coton brut, de minerai de fer, de diamant, de bauxite et de sucre sont restés, à quelques exceptions près, dépendants des mêmes produits. Le montant de la dette extérieure et le coût de son service s'alourdissent en valeur nominale comme en valeur réelle.

4. Les importations de la région ne semblent pas non plus s'améliorer. L'alimentation, les boissons, l'énergie, les matières premières, les pièces et composants représentent toujours une partie importante et parfois croissante de ces importations après 20 ans d'indépendance et de discussions exhaustives sur les stratégies de croissance, malgré l'adoption et la révision fréquente des plans nationaux, l'augmentation de l'aide et des crédits, etc.

5. Comme il fallait s'y attendre, la balance des paiements continue de se dégrader malgré quelques sursauts désordonnés, du fait en partie (mais seulement en partie) des fluctuations des monnaies dans lesquelles elle est comptabilisée.

6. Les termes de l'échange suivent fidèlement la tendance universelle africaine et, malgré l'opinion largement partagée (à juste titre dans le cas de certains pays) que leur dégradation est entièrement imputable à la hausse des prix du pétrole importé, les calculs de la Banque mondiale soulignent le rôle déterminant des termes de l'échange non pétrolier 2/.

7. Dans l'ensemble, on peut dire que la vulnérabilité de la région aux chocs et pressions externes augmente rapidement sans être compensée par une évolution interne vers l'autonomie et l'auto-entretien.

8. Pour placer le secteur extérieur dans sa perspective appropriée, il convient de se demander dans quelle mesure l'absence ou la suppression des conditions matérielles décrites ci-dessus (et de leurs manifestations) permettrait à la région de mieux s'orienter vers la réalisation des objectifs du Plan d'action de Lagos et vers l'application de ses principes directeurs.

9. Supposons que la balance commerciale négative ait été entièrement positive et que les Etats membres aient donc disposé collectivement, de 1970 à 1981, d'environ 24,2 milliards de dollars de réserves de change supplémentaires (soit 500 millions par pays) provenant de leurs recettes d'exportation.

---

2/ Voir: Banque mondiale, rapport sur le développement dans le monde 1981, page 24: "L'augmentation du volume des exportations... n'a pas suffi à compenser la détérioration des termes de l'échange... des produits autres que les combustibles; en 1980, le pouvoir d'achat de leurs exportations après déduction des importations de combustibles était inférieur de près d'un tiers à celui de 1970 (figure 3.1)".

10. Comme on l'a récemment signalé:

"La valeur des réserves internationales a augmenté de 2,1 milliards de dollars en 1977 et 7,2 milliards... en 1979, mais (elle) avait diminué de 2,5 milliards... en 1978. D'après les prévisions, elle passerait à plus de 3 milliards... en 1981 contre 5,7 milliards en 1980 (Tableau 4)" 3/.

11. Ces sommes sont-elles déterminantes lorsqu'on les compare à certaines grandeurs simples telles que:

- a) Le nombre de pays africains concernés ou la population totale affectée;
- b) La valeur monétaire de l'investissement total dans les secteurs agricole, extractif ou des services en Afrique pendant la même année;
- c) La dépense totale de la région pour les importations de services (éducation, consultance, construction et entretien d'usines et de matériels, etc.) de 1970 à 1980;
- d) Le nombre d'usines d'engrais, de petites aciéries, de raffineries de pétrole, etc. ou de pétroliers modernes que ces sommes permettraient d'acquérir;
- e) Le nombre d'établissements d'enseignement technique supérieur qui pourraient être créés ou celui des mines ou gisements de pétrole, de gaz et de charbon qui pourraient être ouverts pour répondre aux besoins du Plan d'action de Lagos en matière minérale et énergétique.

12. L'objet de cet exercice est d'illustrer la modicité relative des sommes auxquelles on donne, au plan purement financier, un tel poids dans le sort futur de la région africaine. Mais cela indique aussi comment ces sommes relativement modestes pourraient aider la région à préparer son développement et sa croissance économiques auto-entretenus et autonomes, à condition que ces fonds soient soigneusement employés à la réalisation de projets critiques ce qui, par implication, pose la question de savoir dans quelle mesure les fonds et les crédits d'aide ont vraiment été employés pour ces projets. Nous y reviendrons en détail par la suite.

13. A l'appui du point de vue selon lequel la structure actuelle Nord/Sud (avec la dépendance de mono-exportation qui est associée, etc.) constitue, comme solution exclusive, un cadre non viable pour le développement et la croissance futurs tels que l'envisage le Plan d'action de Lagos, les "solutions" suivantes, déjà essayées ou recommandées depuis 20 à 30 ans, méritent d'être rappelées:

- a) Diversification des exportations de produits primaires: à long terme, elle s'est soldée par l'augmentation de l'offre totale et la réduction du prix unitaire des marchandises exportées;

3/ CEA: Les questions commerciales et financières en Afrique - évolution récente et perspectives, document ST/ECA/WP.1/11 du 12 janvier 1982, paragraphe 25.

- b) Constitution de stocks régulateurs 4/;
- c) Industrialisation en vue de la substitution des importations;
- d) Fabrication de produits manufacturés peu coûteux pour l'exportation;
- e) Stabilisation des produits polyvalents;
- f) Systèmes généralisés de préférences;
- g) Tourisme;
- h) Dévaluations;
- i) Associations (conventions Yaoundé/Lomé);
- j) Codes de conduite;
- k) Aide et assistance technique;
- l) Encouragements au développement industriel (avantages fiscaux, zones franches industrielles, etc.);
- m) Expansion de la dette;
- n) "Trilogue";
- o) Redéploiement industriel.

14. Cette liste ne prétend pas être exhaustive mais on se demande à sa lecture comment un système qui s'est si souvent révélé insensible à tous ces remèdes pourrait être le pilier ou même un élément important de toute politique ou stratégie de croissance économique qui réponde aux besoins essentiels que sont la survie et le bien-être national.

15. En fait, la Banque mondiale signale que:

"Si l'on peut conclure, sur la base des projections globales, à un renforcement de "l'autodépendance", la situation de chaque pays (et même groupe de pays) reste néanmoins caractérisée par sa "dépendance nette" à l'égard de l'économie internationale. Ainsi, les importations des pays africains à faible revenu correspondaient en 1978 à 25 p. 100 de leur PIB global, ce qui témoigne d'une forte sensibilité à la conjoncture internationale. Cependant, le total de leurs exportations représentait moins de 1 p. 100 des échanges mondiaux et leur part devrait encore diminuer au cours des années 80" 5/.

4/ Il est intéressant de remarquer que les stocks sont utilisés d'un côté pour soutenir les prix et de l'autre pour les maintenir au niveau le plus bas possible.

5/ Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1981, page 21.

16. Il est donc maintenant évident que le problème de l'Afrique au plan du commerce, de l'aide et de la dette ne saurait être résolu exclusivement dans le cadre de la structure actuelle des relations économiques Nord/Sud dans laquelle le sort de la région est fixé à moins qu'elle ne sacrifie la majorité des recettes de ses exportations de matières premières industrielles stratégiques destinées aux pays développés à économie de marché, principaux détenteurs des créances sur l'Afrique. Si les Etats membres s'efforçaient, par exemple, de rembourser intégralement en 20 ans la dette extérieure de la région en puisant dans leurs recettes commerciales, c'est-à-dire par une expansion de la production de leurs principales marchandises actuelles d'exportation, les conséquences d'une telle action seraient extraordinaires. Elles le seraient plus encore si les gouvernements et planificateurs africains se laissaient séduire par une politique consistant à importer indéfiniment les facteurs d'une telle expansion à des coûts en devises toujours croissants.

17. L'énorme potentiel de développement et de croissance économique de la région africaine dans un cadre nouveau de réflexion et d'action autonome contraste nettement avec les échecs dont nous avons fait le constat et avec le sombre avenir qu'ils semblent promettre. Mais avant d'examiner les défis que cette situation impose à l'Afrique, il faut approfondir les raisons pour lesquelles la structure Nord/Sud des relations économiques internationales ne constitue plus la cadre approprié au développement et à la croissance économiques de la région.

18. En premier lieu, les économies des anciennes métropoles se trouvent toujours confrontées à des difficultés à long terme telles que l'échec du régime de libre concurrence (différenciation des produits, marques de fabrique, publicité et jeux promotionnels, recherche-développement et investissement parallèles, uniformisation du goût des consommateurs et des structures et techniques de production). La saturation des marchés provoque des guerres commerciales au fur et à mesure que chaque économie développée cherche à protéger son marché intérieur 6/ contre la pénétration et l'envahissement de producteurs et vendeurs apparemment plus efficaces. Ces économies sont accablées de difficultés pour s'approvisionner en matières premières stratégiques nécessaires à leur expansion industrielle et agricole (problème qui n'inquiète pas encore les décideurs et planificateurs africains) 7/. Les pays développés devront mettre au point des méthodes nouvelles pour réformer la base de leur économie où les entreprises ont dû contracter une dette considérable et croissante pour maintenir l'effort de production et où la consommation doit être soutenue par un volume croissant de dettes personnelles. Les limites de l'entreprise privée et de la libre concurrence, ainsi que la démarcation entre le secteur public et le secteur privé (pendant la période

---

6/ Préoccupation encore inconnue en Afrique.

7/ Il convient de remarquer que les économies développées se préoccupent beaucoup moins du problème relativement marginal qui consiste à développer les autres facteurs (ressources d'entreprise, main-d'oeuvre qualifiée, installation et R-D, infrastructure institutionnelle et physique) car ceux-ci existent déjà en quantité suffisante dans l'économie nationale.

de turbulence dans laquelle nous sommes entrés et qui devrait affecter l'économie mondiale pendant plusieurs dizaines d'années encore) s'avèrent fluides et mal déterminés. Le problème de la saturation des marchés intérieurs (alimentation, matières premières et produits manufacturés à usage agricole, services) qui résulte pour partie du ralentissement de l'expansion démographique, de l'abandon progressif des mesures de redistribution de la demande effective, de l'uniformisation croissante des goûts des consommateurs et des structures de consommation et de production (encouragée en partie par la révolution de l'audiovisuel), etc. a déclenché la concurrence sur les marchés tiers, en URSS, en Chine et dans les pays de l'OPEP de l'Asie occidentale. Cette recherche de débouchés ainsi que l'évolution des structures géographiques et des réseaux de vente des sociétés transnationales révèlent que la plus grande partie des marchés mondiaux de l'avenir sont dans le Tiers-monde. Les économies de marché développées semblent souffrir superficiellement des mêmes maux économiques que la région africaine: insuffisance des marchés intérieurs et d'exportation, déséquilibre des balances des paiements, inflation, chômage, insuffisance au plan intérieur de la recherche-développement et de l'investissement dans les techniques nouvelles, etc. 8/.

19. A première vue, la controverse semble indiquer que dans certaines économies développées, les décideurs et planificateurs imposent des contraintes sévères à la consommation en vue de mener une concurrence plus efficace sur les marchés intérieurs, déjà saturés, et sur les marchés du Tiers-monde. Dans ces circonstances, on comprend mal que les décideurs et planificateurs africains partent du principe que les gouvernements des pays développés accepteront d'effectuer des transferts massifs de leur épargne sous forme d'aide à l'Afrique, etc. Lorsque l'on tient compte parallèlement de l'influence que peuvent exercer inévitablement 120 pays (le Sud) qui s'efforcent vaillamment d'exporter des volumes croissants dans une gamme unique de produits primaires (ou manufacturés ou autres) vers 15 à 25 pays (le Nord) il est difficile de soutenir le raisonnement selon lequel les liens du commerce, de l'aide et de la dette constituent un cadre viable pour un développement et une croissance autonomes et auto-entretenus car ce raisonnement semble supposer, au contraire de ce qu'enseigne l'expérience et de ce que révèlent les perspectives raisonnables d'avenir, que "les économies développées... possèdent une élasticité infinie de leur capacité d'absorption, aux fins de la consommation intérieure, du cacao, du café, du thé, du coton brut, du minerai de fer, du diamant, de la bauxite, du cuivre..."; que les goûts et les structures de consommation dans les pays développés demeureront inchangés ou que l'explosion démographique y est en cours et s'y poursuivra; que l'on peut ignorer les progrès techniques qui influent sur les économies au plan de l'emploi matériel des ressources ainsi que les effets de substitution; que les termes réels de l'échange seront tels que la hausse des prix des biens et services importés par les pays africains sera plus que largement compensée par la hausse des cours des produits exportés par l'Afrique vers les économies développées; etc.. Ces hypothèses sont d'une absurdité telle qu'elles se passent de commentaire.

20. "Nous avons délibérément fait référence aux importations de services (banque, assurances, transport maritime, aviation civile, information, loisirs, enseignement, consultance, etc.) car les gouvernements africains et leurs représentants aux négociations

8/ Il semble que le caractère superficiel de ces analogies n'ait pas été pleinement appréhendé par les experts de la Banque mondiale qui ont recommandé des solutions fondées sur le concept spécifique de l'"économie de l'offre" pour une région qui n'a jamais souffert des excès apparents des politiques de la demande.



internationales, obsédés par les perspectives et les cours des produits exportés, ignorent l'hémorragie massive et croissante de devises nécessaires à l'importation de ces services qui ne font l'objet d'aucune surveillance ou d'aucun contrôle au plan des volumes et des prix unitaires, de même qu'ils négligent l'incidence que cette ponction de devises ne peut manquer d'avoir sur les politiques et les pratiques de mise en valeur de la main-d'oeuvre" <sup>9/</sup>.

21. Le rôle confié au commerce africain avec les pays développés en tant que moteur de la croissance est encore moins facile à appréhender, non seulement en raison des contraintes intrinsèques actuelles des relations économiques Nord/Sud ou de l'échec de l'expérience des 20 dernières années dans ce cadre, mais encore pour d'autres raisons fondamentales procédant des réalités historiques et contemporaines qui sous-tendent le Plan d'action de Lagos.

22. Le premier point à souligner est que le processus de développement et de croissance économique (et les politiques sur lesquelles il repose) se déroule de façon anormale depuis 20 ans en Afrique. L'orientation et le rythme du développement et de la croissance économique dans les communautés nationales que l'on qualifie aujourd'hui de développées ou de "nouvellement industrialisées" sont un phénomène interne résultant de l'effort de certains individus, de certains groupements et de certains gouvernements en vue de déterminer les potentiels nationaux et de les exploiter. Même dans les économies exportatrices par excellence telles que le Japon, moins de 25 p. 100 de la production nationale brute est exportée. C'est la demande intérieure qui est à la base du dynamisme de la croissance et lorsque l'on parle d'"économie de marché", on entend en fait "économie de marché national". En réalité, qu'il s'agisse d'une économie de marché ou d'une économie socialiste, le premier stimulant de la croissance et du développement est toujours la demande intérieure de biens et de services, quelle que soit la façon dont elle est formée.

23. Le deuxième point important est que ce dynamisme interne n'est pas seulement de caractère matériel. Il comprend quasiment toujours un élément très fort (en termes comparatifs mondiaux) qui est l'image de marque que les décideurs, planificateurs, dirigeants sociaux, chefs d'entreprise, et parfois même la masse de la population souhaite et peut donner à son pays. Pour que cette image de marque ait un effet d'entraînement, elle doit bénéficier de l'allégeance générale d'un grand nombre de groupes différents au sein de la société nationale, même si la diversité de leurs intérêts suppose des divergences inévitables. Il est rare que le consensus vise à la destruction de la société à proprement parler, mais plutôt à sa réforme. C'est cette image de marque et le consensus qui la sous-tend qui facilitent la mise au point des instruments et des processus de l'évolution socio-économique. En général, cette évolution ne s'appuie pas sur un concept abstrait d'avantages comparatifs ou de division internationale du travail, mais bien sur la perspective de satisfaire les besoins fermement exprimés par les divers groupes, et ce grâce à l'exploitation des ressources totales (ressources naturelles/matières premières, esprit d'entreprise, main-d'oeuvre spécialisée, infrastructure technique, institutionnelle et matérielle, etc) de la communauté nationale avec, en supplément, des ressources similaires obtenues à l'étranger par le commerce <sup>10/</sup> ou par d'autres moyens.

<sup>9/</sup> CEA: The Role of Higher Education in the Implementation of the Lagos Plan of Action, document FAMM/AAU/ED/1/82 of 13 January 1982, p. 3.

<sup>10/</sup> Ibid.

24. Mais d'autres considérations entrent en jeu. Le scepticisme dont font preuve les représentants des économies développées face aux revendications visant à instaurer une nouvelle structure de relations économiques internationales est en fait une façade car, à part les difficultés insurmontables de la situation économique intérieure et extérieure dans laquelle se trouvent les économies développées et les échecs évidents des tentatives de replâtrage du système Nord/Sud, on constate d'autres preuves indubitables de l'apparition d'une nouvelle économie mondiale, comme le reconnaissent les spécialistes, les décideurs et les planificateurs des économies développées lesquels étudient de très près ce phénomène en vue de le contrôler et de l'adapter dans l'intérêt d'une gestion économique mondiale ordonnée. On trouvera ci-après une brève énumération des symptômes qui dénotent à l'évidence l'apparition spontanée d'un nouvel ordre économique mondial:

- a) La crise des relations économiques entre les pays développés à économie de marché (y compris les guerres des subventions et des crédits à l'exportation);
- b) L'essoufflement du système Nord/Sud;
- c) L'apparition de relations économiques Est/Ouest et les problèmes d'ajustement des réseaux Nord/Sud et Est/Ouest;
- d) L'essor d'un nouveau centre industriel mondial dans le bassin du Pacifique;
- e) Le rôle croissant des ventes d'armes dans la balance commerciale des économies développées;
- f) La part croissante de la production et du chiffre d'affaires des transnationales réalisés hors des économies de marché développées;
- g) L'expansion des opérations bancaires internationales;
- h) L'évolution de la structure et du dynamisme de la construction navale, du transport maritime et de l'aviation civile;
- i) La contraction ces 30 dernières années de la part des produits primaires dans les échanges internationaux en même temps que les économies développées devenaient exportatrices de produits primaires et que les pays en développement en devenaient importateurs;
- j) La montée de l'OPEP;
- k) Le bouleversement des positions créditrices/débitrices nettes entre pays développés et pays du Tiers-monde;
- l) L'interminable crise monétaire internationale;
- m) Le dilemme des économies développées face aux oligopoles et aux pratiques commerciales restrictives;

- n) Le concept de "Trilogie";
- o) Un protectionnisme massif et croissant.

25. Cette liste ne prétend nullement être exhaustive mais elle révèle que le système économique international subit à l'heure actuelle des changements profonds et, dans une large mesure, imprévus. Quant à la place qui reviendra à l'Afrique dans ce nouveau schéma, elle lui sera assignée par le hasard ou de propos délibéré et dans le deuxième cas il reste à savoir qui la lui assignera.

26. Au fur et à mesure que la crise s'aggrave dans ses aspects matériels et conventionnels et que les décideurs et planificateurs remettent à plus tard la tâche difficile qui consiste à traduire le Plan d'action de Lagos en termes locaux (et la tâche encore plus difficile de passer à sa mise en oeuvre) les options de substitution au Plan de Lagos (plus simples, plus faciles, plus raisonnables et plus pratiques, plus économiques et moins politiques, mieux à même de mobiliser des ressources d'aide internationale - de l'argent) vont se multiplier et leur attrait superficiel va s'épanouir. Ainsi, la crise réelle devant laquelle se trouve placée l'Afrique réside moins dans la dégradation apparente des conditions matérielles et des indices contestables qui servent parfois à les mesurer que dans l'impuissance à percevoir la nouvelle structure des relations économiques internationales qui prend aujourd'hui forme, à décider du statut et du rôle qui incombe à l'Afrique (compte tenu de la richesse de sa dotation et de ses avantages) dans ce nouveau cadre et à prendre les mesures nécessaires pour assurer qu'elle sera à la hauteur de ce statut et de ce rôle.

27. Dans ses aspects matériels et conventionnels, la crise a sans doute beaucoup moins à voir avec les relations Nord/Sud qu'avec l'action des gouvernements, des planificateurs et des communautés d'Afrique aux niveaux national, multinational et régional ainsi qu'avec le caractère et la finalité des nouveaux liens que tisse l'Afrique avec les autres pays et régions en développement. Dans la réalité que nous vivons, cela ne veut pas dire qu'il faille négliger les relations Nord/Sud ou les mettre au second plan. Cela veut dire que l'Afrique ne doit plus être obnubilée par les relations avec les économies développées, cette prise de conscience étant une condition nécessaire à l'instauration de relations plus objectives, plus concrètes et mutuellement plus fructueuses.

28. Le secrétariat définit la croissance économique comme une augmentation du volume et de la gamme de biens et de services produits pour répondre aux besoins de la masse des populations. Cela implique non seulement l'expansion mais encore la diversification de la production et exige au moins les actions suivantes :

- a) La réforme des plans nationaux de développement afin de refléter les principes directeurs, les objectifs et les cibles du Plan d'action de Lagos en fonction des ressources, des besoins et des potentiels nationaux;
- b) La constitution aussi rapidement que possible d'une somme de connaissances techniques sur la base des ressources naturelles/matières premières;
- c) La création d'une capacité nationale d'exploration, d'évaluation et d'extraction des matières premières à partir de la base de ressources naturelles et la participation au commerce intra-africain de matières premières afin de réaliser les complémentarités nécessaires à la croissance économique en général et au développement du "noyau central" en particulier;

- d) Des décisions quant aux produits et à la composition sectorielle et sous-sectorielle du "noyau central", c'est-à-dire du moteur appelé à propulser l'économie;
- e) La formation d'une main-d'oeuvre spécialisée (y compris les aptitudes à l'entreprise et les services de soutien) pour la gestion, la production, la R-D expérimentale, le commerce national et international, le secteur des services, etc., en général et pour le "noyau central" en particulier;
- f) L'orientation, l'expansion ou l'amélioration des moyens et programmes de R et D et leur liaison délibérée avec le "noyau central";
- g) Le développement ou l'amélioration des capacités institutionnelles (finances et banque, bureaux d'études - en particulier pour la conception, la planification et la gestion des projets, etc.);
- h) La conception et la construction d'une infrastructure physique visant à intégrer les marchés intérieurs et multinationaux et à faciliter la complémentarité des matières premières industrielles et autres facteurs de production;
- i) La transformation des marchés intérieurs et leur association en marchés multinationaux en vue de réaliser des économies d'échelle inévitables.

Ces différentes voies d'action pour la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos méritent quelques observations.

## II. Le rôle des ressources naturelles et des matières premières

29. La première observation concerne le rôle des ressources naturelles et des matières premières dans le développement et la croissance économiques ainsi que la tendance générale que l'on constate à négliger ces composantes vitales de la croissance économique, sauf si une entreprise étrangère manifeste un certain intérêt à leur égard. Si l'on ne donne pas une priorité élevée aux ressources naturelles/matières premières dans la politique économique, dans l'appareil de l'Etat et dans ses instruments de politique, c'est parce que l'on semble convaincu que la croissance économique résulte de l'investissement, lequel est de l'argent, et que l'argent est surtout constitué par des devises. C'est aussi parce que certains sont convaincus, aussi extraordinaire que cela paraisse, que le secteur extérieur est le premier déterminant de la croissance économique et qu'il est normal que ce soient les wagons (le secteur extérieur) qui poussent la locomotive (le secteur intérieur) dans l'espoir que le train de l'économie pourra ainsi atteindre sa vitesse de croisière normale. On peut donc dire que les limites à la croissance des économies africaines, individuellement et collectivement, ont été fixées sans le savoir par les décideurs et planificateurs lorsqu'ils ont limité l'exploitation des potentiels nationaux de développement et de croissance économique à la production et à l'exportation de cacao, de café, de cuivre, de coton brut, de minerai de fer, etc., en attendant que les entrepreneurs étrangers découvrent d'autres potentiels de croissance selon leur bon gré et leurs intérêts propres. Tout ceci contraste étrangement avec l'intense préoccupation dont font preuve les gouvernements et le secteur privé des pays

développés et semi-développés face aux problèmes que pose l'assurance de leurs approvisionnements en matières premières industrielles critiques tandis que la politique africaine ne vise qu'à assurer l'accès d'un ou deux produits primaires sur certaines parcelles du marché, principalement du marché des pays développés.

30. Depuis 15 ans, quasiment tous les pays d'Afrique ont demandé à des bureaux d'études de pays développés de procéder à des études de viabilité industrielle et de les conseiller quant à l'emploi de tel ou tel minéral ou ressource naturelle abondante. Ces bureaux donnent souvent l'une ou l'autre des réponses suivantes:

- a) Le marché local des produits de l'extraction et de la transformation des ressources naturelles en question est trop restreint;
- b) Plusieurs matières premières complémentaires ne sont pas disponibles localement.

Aucun de ces bureaux d'études ne semble connaître l'existence de disponibilités en matières premières complémentaires dans le voisinage immédiat et ils sont tout aussi incapables de porter la chose à l'attention de leurs clients. Mais il est notoire que les pays, pris individuellement, mettent rarement en valeur leurs industries pour le marché local ou exclusivement sur la base des matières premières industrielles disponibles localement, ceci étant encore plus vrai pour les pays depuis longtemps industrialisés que pour les pays en cours d'industrialisation. Les conseils bizarres donnés par les bureaux d'études étrangers semblent expliquer dans une grande mesure que le développement industriel local en Afrique soit mort-né, mais il faut reconnaître qu'il incombe aux clients africains de donner des instructions précises aux bureaux d'études dont il retiennent les services, cela dépendant de la constitution et de la diffusion d'une masse de connaissances sur les disponibilités et les emplois divers des ressources naturelles/matières premières.

31. Les politiques et les mécanismes nationaux pour la mise en valeur des ressources naturelles/matières premières sont puissamment orientés vers l'exportation et même lorsque les gouvernements prennent des participations aux filiales locales des transnationales minières étrangères, c'est le plus souvent pour en tirer une rente plutôt que pour influencer la mise en valeur des mines ou pour répondre aux besoins locaux en matières premières. Lorsque que l'on crée des sociétés minières d'Etat, celles-ci sont conçues pour détenir les parts de l'Etat dans les filiales des entreprises étrangères, c'est-à-dire qu'elles fonctionnent comme un bras de l'administration fiscale, plutôt que pour élargir les frontières de l'exploration, de l'évaluation et de l'extraction des minéraux en vue de l'expansion et de la diversification de la production locale.

32. Des réformes ou des actions majeures dans le domaine de la création d'institutions sont donc nécessaires pour mettre en place les instruments opérationnels qui permettront d'accroître l'approvisionnement matériel ou d'élargir la gamme des complémentarités des ressources naturelles/matières premières destinées à la production, conformément aux orientations implicites du Plan d'action de Lagos.

33. La seconde observation porte sur la plus précieuse de toutes les ressources: les ressources humaines. Cette question a fait l'objet d'importants travaux de la part de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines (Monrovia, 28 septembre-7 octobre 1981) et de la

Conférence des vices-recteurs, présidents et recteurs des institutions d'enseignement supérieur en Afrique (Addis-Ababa, 25-29 janvier 1982). Les observations se limiteront donc ici à quelques aspects du problème. La première concerne la création d'un enseignement axé sur l'invention et l'innovation matérielles et sociales. Cette question est déterminante pour tous les changements socio-économiques, que ce soit dans le secteur formel ou dans le secteur informel de l'éducation et tant que les Africains ne s'y attaqueront pas avec imagination et vigueur, ils resteront simplement des imitateurs tardifs. A cet égard, il convient d'appeler l'attention sur le fait que les jeunes n'ont pas sous les yeux l'image du passé de l'Afrique pour leur donner confiance, ni une image de son avenir pour les encourager, si bien que le jeune étudiant vit in vacuo entre un passé et un avenir inexistant. L'exploration, l'évaluation et l'exploitation des ressources historiques et socio-culturelles en vue de combler ces lacunes revêt sans doute une plus grande importance que tous les autres facteurs de développement de l'éducation.

34. Le deuxième aspect concerne le coût de l'éducation, soit, d'une part, l'équilibre entre les dépenses consacrées aux locaux et, d'autre part, celles consacrées aux matériels et matériaux pédagogiques, à la formation des enseignants, etc. Deuxièmement, cet aspect touche à la teneur en importations de l'enseignement local (manuels, matériaux, matériel). En troisième lieu, il concerne les coûts directs de l'éducation et de la formation d'un grand nombre de cadres et de techniciens, etc. africains à l'étranger pendant la décennie 1980 11/ et le coût indirect de l'exode prévisible des compétences.

35. Le troisième aspect concerne l'éventualité d'une limitation de l'accès aux moyens d'éducation et de formation dans les pays développés, quel que soit le niveau des coûts directs. Cette perspective pose la question urgente de savoir si les Etats membres sont prêts à collaborer à la réorganisation, au développement et à l'exploitation des ressources intra-africaines pour la formation et le perfectionnement de la main-d'oeuvre en vue de répondre aux exigences du Plan d'action de Lagos. Si l'on ne s'attaque pas à ce problème, la perte de devises au compte des invisibles ne fera que s'accroître tandis que la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos sera vouée à l'échec. A cet égard, il faut bien se rendre compte qu'il est urgent de réaligner l'aide, l'assistance technique et la dette et d'examiner de très près les options possibles dans le cadre des négociations commerciales internationales. C'est là en effet que résident des possibilités d'action que l'on risque facilement de négliger ou de ne saisir que trop tard.

36. Le raisonnement ci-dessus facilite l'approche du processus de création d'institutions en Afrique car l'on peut dire, à certains points de vue, que le développement accéléré de la main-d'oeuvre et des capacités institutionnelles est au coeur de la crise africaine.

"Le perfectionnement humain est à la fois la finalité des stratégies de développement et, en dernière analyse, presque toujours le principale moyen de mettre en oeuvre ces stratégies. Il est donc clairement rebondant de dire que les "ressources humaines" des pays de l'Afrique à faible revenu ont besoin d'être développées de toute urgence. Mais en fait, les praticiens du développement, africains et autres, reprennent maintenant cette théorie avec une insistance nouvelle" 12/.

11/ OCDE: Coopération pour le développement, 1980.

12/ Ibid, page 38 (traduction française faite à la CEA).

"Nous avons mentionné l'une des contraintes profondes qui limitent le développement des pays d'Afrique à faible revenu: le déficit de l'infrastructure humaine spécialisée, tant en ce qui concerne les effectifs de personnel qualifié que les moyens institutionnels de la formation, leur déploiement et leur emploi; elle n'est pas aussi généralisée que les taux élevés de fécondité, ni aussi fermement ancrée que les complexités politiques de la région et certainement moins fondamentale que la condition des pauvres en région rurale. Mais c'est la contrainte la plus immédiate, la plus proche. La rapidité avec laquelle elle sera surmontée influera fortement sur l'accélération du processus de développement nécessaire pour absorber efficacement l'augmentation des ressources" 13/.

### III. Création d'institutions

37. En général, le soutien nécessaire à une économie développée exige la présence de plusieurs milliers d'institutions très diverses et, en période de développement accéléré, celles-ci doivent croître à un rythme généralement très élevé. Les agences d'assistance technique ainsi que celles qui exercent leurs activités dans le domaine du transfert de technologie connaissent bien la difficulté qu'il y a parfois à identifier chez le pays bénéficiaire un organisme homologue avec qui traiter. Le secrétariat s'est efforcé de résoudre partiellement le problème par la promotion d'institutions multinationales mais cette action semble se heurter à une certaine opposition. La présente section est toutefois consacrée à certains aspects de la création d'institutions en Afrique.

38. Le premier problème est la tendance à créer des institutions de type "secrétariat" plutôt que des instruments de production, de commercialisation, de R - D, etc. Ce phénomène est particulièrement notable dans les mécanismes de coopération économique. La tâche immédiate qui incombe aux gouvernements consiste à réévaluer l'équilibre entre les mécanismes administratifs, d'une part, et les instruments d'action, d'autre part, au niveau national comme multinational. Cette réévaluation devrait porter en particulier sur les domaines d'action énumérés ci-dessus et sur le "noyau central" de la stratégie et du plan national. Comme on l'a déjà signalé, à peine un ou deux Etats membres sont en mesure d'exploiter de petites mines modernes, alors même que l'on est assuré de la présence d'importants gisements minéraux. Aucun pays qui souhaite accélérer son développement et sa croissance économique selon le schéma du Plan d'action de Lagos ne peut se permettre de négliger de créer ses propres sociétés nationales dans le secteur minier et dans les autres industries extractives ni de participer à des entreprises multinationales avec d'autres Etats membres pour s'en remettre au hasard des décisions des transnationales qui interviennent par des filiales à intégration verticale agissant dans le cadre de stratégies globales.

39. Cela nous amène à une autre question, celle de l'entreprise publique, à l'égard de laquelle deux observations au moins s'imposent. La première est que dans la situation de l'Afrique aujourd'hui et jusqu'à la fin de la décennie 1980, le secrétariat ne voit nécessairement pas de conflit entre le secteur public et le secteur privé. Au contraire, le secrétariat estime qu'il doit exister, comme dans tous pays développés ou dont le développement est en bonne voie, une relation symbiotique entre le secteur public et le

secteur privé et particulièrement entre les entreprises indigènes publiques et privées. Tel est l'aspect pratique de la réalisation du Plan d'action de Lagos. La difficulté étant que l'on n'a pas encore établi en Afrique de critères pour classer et pour évaluer la performance des différentes catégories d'entreprises publiques conçues pour la réalisation d'objectifs divers.

40. La deuxième observation porte sur le fait que l'on connaît encore mal le cas des entreprises publiques qui, dans les pays en développement, s'acquittent de leur tâche avec succès <sup>14/</sup>; de nombreux efforts restent à faire pour perfectionner la gestion et les compétences techniques des entreprises publiques en Afrique: voyages d'études et détachements auprès d'entreprises donnant de bons résultats, création d'associations nationales et multinationales d'entreprises publiques, mise au point de cours d'enseignement spécial et de formation pour le perfectionnement du personnel des entreprises publiques, ou pour préparer les candidats au recrutement des entreprises publiques etc. A cet égard, il est intéressant de se pencher sur le rôle des organismes publics de commercialisation en Afrique et (compte tenu du domaine d'action des organismes privés japonais de commercialisation) sur les nouvelles fonctions critiques dont pourraient s'acquitter ces organismes d'Etat en Afrique pour assurer la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos <sup>15/</sup>. Il convient de porter une attention particulière à deux aspects de ces nouvelles fonctions ainsi que de la réorientation et de la restructuration qu'elles exigeraient des organismes publics de commercialisation. Point n'est besoin de rappeler que de nombreux organismes publics africains sont, encore aujourd'hui, des reliques extroverties de l'ère coloniale, ni que le défi lancé à l'Afrique dans le domaine de la commercialisation internationale n'est pas pleinement appréhendé. La première de ces fonctions consiste à assurer une base géographique en expansion stable. Les délégués commerciaux aux colonies (britanniques et français) qui ont quitté l'Afrique au moment de l'accession à l'indépendance politique n'ont pas vraiment été remplacés. Le deuxième aspect est que l'on n'a pas reconnu l'importance des capacités et des instruments de commercialisation intracontinentale et intercontinentale ni le coût énorme en devises que doivent subir de ce fait les pays africains. En ce qui concerne la passation de marchés de fournitures et d'exportation au plan intra-continental, l'exemple des matières premières industrielles vient immédiatement à l'esprit. On peut donc dire que les deux principaux défis lancés aujourd'hui à l'Afrique sont les marchés internationaux d'approvisionnement et d'exportation.

41. L'industrie de la construction et des travaux publics est un autre domaine qui exige une action urgente au plan du développement de la main-d'oeuvre et des institutions. Comme on le sait, l'industrie de la construction est le fondement de tous les aspects

<sup>14/</sup> Voir, par exemple CNUCED: Energy supplies for developing countries: issues in transfer and development of technology; Etude du secrétariat de la CNUCED; TD/B/C.6/31, chapitre VIII (version française non disponible à la CEA).

<sup>15/</sup> Voir: The Role of State Training Organizations (STO's) in Africa in the Light of Japan's Trading Houses (JTH's): Functions and Role in Fostering Trade and Economic Co-operation among Developing Countries; PPCO/CP/81/1, Occasional Papers, No. 1 (version française non disponible à la CEA).



matériels de la croissance économique et elle représente une part substantielle du PIB dans les plans nationaux de développement. En Afrique, cette part augmentera obligatoirement au fur et à mesure que les plans et programmes nationaux, multinationaux et régionaux dépasseront les limites de la croissance imposée par les régimes de mono-exportation. Ainsi, l'un des principaux défis que devra relever la région consiste à développer la main-d'oeuvre et les capacités institutionnelles (y compris les entreprises multinationales de génie civil) pour la production des matériaux, la conception et la construction et les services de consultance.

42. De même, la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos implique une expansion énorme de la production et de la distribution d'énergie que ne sauraient satisfaire l'énergie solaire, la biomasse et l'énergie éolienne auxquelles on accorde une grande attention tandis que l'on néglige l'exploration, l'évaluation et l'exploitation de l'énorme potentiel pétrolier et gazier de la région comme source de matières premières et d'énergie. Jusqu'à présent, rares sont les Etats membres des nombreux bassins pétroliers de la région qui soient conscients de leur situation et l'on ne constate aucune tentative de consultation multinationale entre les Etats membres qui partagent le même bassin en vue de développer la main-d'oeuvre et les capacités institutionnelles nécessaires à l'exploration, à l'évaluation, à l'exploitation et à la gestion de leur dotation pétrolière 16/.

#### IV. La science et la technologie pour le développement

43. Le débat sur la valeur et l'urgence d'une action visant à organiser la science et la technologie pour les mettre au service du développement se poursuit dans la région depuis 10 à 15 ans sans donner pour autant de résultat tangible et le moment est donc venu de s'interroger sur les raisons de la stérilité des discussions et résolutions. L'absence de progrès semble due en premier lieu au fait que l'on distingue mal la technologie "décorative" de la technologie "outil". En tant qu'outil, elle exige l'existence préalable ou prévue du cadre dans lequel elle est censée s'inscrire. Parmi les grands secteurs de production, l'agriculture, l'industrie, les services et les cultures d'exportation ont toujours joui d'un statut privilégié en matière de recherche-développement, mais aucun autre effort n'est en cours ou en projet au plan le plus large de la production. Ainsi, (à l'exception de quelques déploiements d'activités sporadiques ici et là) aucun progrès majeur n'a été accompli dans l'alimentation ou dans l'industrie manufacturière en Afrique pour susciter, par pression de la demande, de nouveaux progrès techniques. En réalité, les pressions de la demande les plus fortes sont exercées en Afrique par des organismes multinationaux et bilatéraux tels que l'OMS, la FAO, l'UNESCO, la National Academy of Sciences des Etats-Unis, etc. pour le compte d'agents de demande autochtones (entrepreneurs). Cela pose la question de la quantité, de la qualité et de l'orientation des ressources d'entreprise (publiques et privées) et de leur répartition sectorielle et sous-sectorielle en Afrique. Ce facteur, auquel nombre de gouvernements n'accordent guère d'attention 17/, est une manifestation du fait

16/ CNUCED, op.cit.

17/ Jusqu'à récemment, les mesures d'encouragement aux entrepreneurs dans les pays d'Afrique étaient conçues pour des entreprises étrangères ou pour les exploitants de cultures d'exportation. Voir J.A. Banjo: Government Promotion of Business, 19th Annual National Management Conference, Nigerian Institute of Management, Kaduna, mai 1981. Report of a Survey on Development of Industrial Entrepreneurship in Africa- A Synthesis, ECA/SAB.1/ INR/WP/1. (non disponible en français).

que les économies africaines ne parviennent pas à assurer leur expansion et leur diversification. Le débat sur la technologie en Afrique ne saurait avoir de signification tant que l'on négligera les réformes de la production envisagées dans le Plan d'action de Lagos ou que l'on ignorera le rôle central de la demande et des agents de demande (entrepreneurs) dans les secteurs autochtones public et privé.

44. La question des choix techniques (y compris le transfert et la production de technologie) est un domaine où règne une grande confusion. En général, l'invention technologique est à l'origine un phénomène spécifique d'une entreprise, c'est-à-dire le résultat de la solution apportée par une entreprise donnée à un problème donné et à un moment donné, dans des circonstances précises et en fonction de ressources et autres contraintes spécifiques. Le phénomène s'étend ensuite à une branche donnée d'activités au fur et à mesure que les autres usagers et producteurs du secteur concerné adoptent cette technologie en fonction des facteurs qui affectent le rythme auquel l'innovation va se diffuser (les "règles de l'Art"). Enfin, on arrive au stade où la technologie (en termes physiques ou conceptuels) est appliquée intégralement ou partiellement à des activités pour lesquelles elle n'était pas généralement conçue, comme dans le cas de l'informatique.

45. En fait, c'est surtout l'entreprise, quelle que soit sa forme, qui choisit, importe, adapte ou met au point la technologie nouvelle. Les choix techniques peuvent se présenter sous plusieurs formes qui ne sont pas toujours identifiables immédiatement, par exemple la sélection du bureau d'études à qui sera confiée une étude de viabilité, du lieu où seront formés les étudiants en sciences et techniques, le libre choix laissé à l'entreprise privée en ce qui concerne son matériel ou la liberté accordée aux fournisseurs de machines d'exercer leurs activités dans le pays, etc., sont des formes de choix techniques.

46. Cela nous amène à parler du concept très controversé, mais mal défini, de "capacités technologiques". Dans le présent document, on entend par "capacités technologiques" un ensemble de compétences allant de la définition d'un problème (en termes technologiques) à l'identification des techniques, à leur choix sur une base compétitive, à leur importation, application, adaptation et extension à de nouveaux emplois et, enfin, à la mise au point de technologies nouvelles. Au plan opérationnel, c'est à l'entreprise que revient le rôle principal, même lorsqu'il existe des laboratoires d'Etat de R-D qui se livrent à d'importants travaux de recherche appliquée.

47. Un facteur important qui doit présider au choix des politiques technologiques (en supposant que le plan national de développement ait été adapté aux objectifs, principes directeurs et cibles du Plan d'action de Lagos et que l'on ait déterminé le "noyau central" ou "moteur" des processus nationaux de développement et de croissance économique) est la distinction (et le rapport étroit que l'on doit nécessairement établir) entre le degré de dépendance technologique vis-à-vis de l'étranger, tel que défini ci-dessus, et la signification de cette dépendance. Par exemple, la dépendance en matière de production d'engrais, de matériel agricole et de télécommunications, etc., a généralement une signification différente de la dépendance dans le domaine de la production de biscottes et de boissons gazeuses. C'est la pondération relative du degré de dépendance et de sa signification par référence au "noyau central" qui va déterminer les mécanismes et les capacités institutionnelles nécessaires pour négocier l'acquisition de technologies importées pendant la première décennie de mise en oeuvre du nouveau plan national. Pour mener à bien ces négociations, il est essentiel de bien connaître

des technologies qui sont soumises à des droits exclusifs et celles qui sont dans le domaine public. On a dit que 70 à 80 p. 100 de la technologie dont a besoin l'Afrique pour sa transformation structurelle aujourd'hui est dans le domaine public et que, dès lors, nul ne peut empêcher les pays de la région de les importer et de les appliquer purement et simplement. Mais il faut pour cela des décisions et des mesures effectives pour susciter un changement substantiel au plan socio-économique et pour favoriser l'esprit d'entreprise.

48. On ne saurait conclure ces observations sur la science et la technologie sans aborder au moins deux autres aspects. Le premier concerne l'enseignement et la formation de scientifiques et de technologistes; il suffit pour cela de répondre à quelques questions:

a) La différence entre le "know-how" de routine (formules, procédures, pratiques etc. établies) et le "know-how", c'est-à-dire les sciences d'ingénierie qui soutiennent le "know-how", autrement dit la connaissance de base nécessaire à l'adaptation des techniques et à la découverte technologique 18/.

b) La domination des plans d'enseignement scientifiques et technologiques par les problèmes et les solutions théoriques tirés de manuels provenant des pays développés. Deux problèmes distincts se posent ici. Premièrement, l'accent est mis sur des problèmes, processus et solutions prédéterminés, c'est-à-dire qu'on n'enseigne que le "connu", ce qui renforce l'aspect routinier du "know-how". Il existe un préjugé (peut-être naturel) contre l'introduction de problèmes "ouverts" (dont la solution n'est pas encore connue) 19/ dans le processus enseignement/apprentissage. Deuxièmement, un grand nombre des problèmes locaux qui se posent au plan pratique dans l'enseignement et dans la formation (sauf dans l'agriculture) sont négligés parce qu'on les juge mineurs ou secondaires. Troisièmement, outre le fait que les problèmes locaux sont négligés, on n'a pas su intégrer la connaissance et l'expérience traditionnelles à la connaissance moderne 20/.

49. Il convient également de noter l'applicabilité pratique de certaines révolutions technologiques récentes (biotechnologie en agriculture et en médecine, micro-électronique, tectonique des plaques, etc.) ainsi que le fait que la plupart des pays africains ne soient pas prêts à adopter ces technologies au moment voulu du processus du

18/ Les domaines de spécialisation du "know-why" comprennent: la conception, les matériaux, le génie énergétique, l'ergonomie (relations homme-machine), la tribologie (lubrification) et les polluants.

19/ Voir: Daniel de Simone (Ed.): Education for Innovation, Pergamon Press, 1968, Chapitre 5

20/ IDS Bulletin: Indigenous Technical Knowledge: Analysis, Implications and Issues, janvier 1979, Vol. 10, No. 2.

développement pour les faire évoluer en fonction des besoins locaux.

50. Deuxièmement, il faut mentionner le "climat" local de l'invention et de l'innovation. Dans de nombreux pays d'Afrique, ce "climat" est au mieux indifférent et au pire hostile. Le matériel le plus simple nécessaire à l'expérimentateur indépendant n'est pas disponible dans le commerce dans la plupart des capitales. Seul un petit nombre de pays offrent ce que Rosenberg décrit comme des "mécanismes d'encouragement et dispositifs de focalisation" tandis que les mécanismes complexes sociaux et matériels nécessaires à la commercialisation des inventions n'ont généralement été ni étudiés ni mis en place. Il n'existe quasiment pas de stimulants (prix, récompenses, etc.) pour encourager les jeunes scientifiques et technologues à donner une application pratique à leur génie inventif et il semble que l'on ne se soit guère soucié de susciter le contact et l'émulation en donnant toute la diffusion nécessaire aux réalisations (non négligeables) des scientifiques et technologues de l'Afrique et du Tiers-monde.

#### V. Alimentation et matières premières agricoles

51. Dans le cas de l'alimentation et des matières premières agricoles, il est probable que le débat en cours se soldera par plus de paroles que d'actes. Premièrement, nul ne semble se préoccuper, au niveau national, d'estimer la demande future de produits alimentaires ou de matières premières en fonction de l'expansion démographique prévue, de la composition et des mouvements de la population. Deuxièmement, on peut douter que des efforts importants soient déployés en vue du développement des capacités de macro- et micro-planification en matière alimentaire et agricole au niveau national.

52. Troisièmement, les gouvernements se préoccupent toujours de diversifier leurs cultures d'exportation, bien que cette diversification:

- a) vienne aggraver l'excédent de l'offre qui caractérise les échanges Sud/Nord et qu'elle ne constitue qu'une solution temporaire;
- b) s'effectue généralement aux dépenses de l'investissement dans la production alimentaire, ce qui exige de coûteuses importations alimentaires;
- c) contribue fréquemment à l'épuisement des sols, forme très répandue de consommation de capital.

53. Quatrièmement, on emploie continuellement le terme "ressource" comme si, dans l'agriculture, les principales ressources n'étaient pas disponibles à l'intérieur même des pays (sols, eau, plantes, variétés génétiques, population agricole) et comme si leur développement n'était pas l'élément déterminant de l'expansion agricole.

54. L'influence des idées reçues de l'extérieur sur les problèmes alimentaires de l'Afrique est si puissante que rares sont les décideurs et planificateurs qui semblent vraiment prendre la peine d'analyser des aspects aussi fondamentaux que:

- a) La conception de systèmes d'encouragement individuel et communautaire qui puissent être testés dans certains contextes particuliers pour les produits alimentaires et agricoles dont on prévoit la pénurie. Dans ces systèmes, l'agriculteur serait déchargé

du fardeau considérable que sont le transport, le stockage, la commercialisation et la fourniture en temps utile de biens et de services d'encouragement. Cela remplacerait les références fréquentes, et parfois dénuées de sens, aux "prix d'encouragement";

b) Le fait que les communautés ne parviennent pas à exploiter des gammes plus larges d'aliments disponibles en raison de superstitions ou d'une mauvaise connaissance des techniques de transformation et des valeurs nutritives. A ce sujet, il faut remarquer que les jeunes ruraux qui se rendent à l'étranger s'adaptent à des régimes alimentaires différents et que de vigoureuses campagnes de promotion généralisent la pénétration dans les campagnes des produits alimentaires en conserve ou prêts à l'emploi;

c) L'évolution de l'emploi du temps des femmes et l'importance des aliments prêts à l'emploi, si bien que le supermarché est de plus en plus préféré au marché traditionnel pour la fourniture de produits identiques;

d) Le fait que la multiplication des repas pris hors du foyer influe sur la demande de plats et de menus traditionnels et aboutit à la disparition graduelle dans les villes des recettes et des aliments traditionnels;

e) Le fait que l'on ait négligé les techniques de préparation des aliments traditionnels en particulier et de transformation et de conservation en général;

f) L'effet des obstacles institutionnels sur la migration des cultures vivrières et la nécessité d'adopter des politiques et des mesures compensatoires délibérées pour promouvoir l'importation de cultures vivrières ainsi et les expériences s'y rapportant, suivie de leur introduction au niveau de la production et de la consommation;

g) Le fait que l'on n'ait pas réussi à promouvoir le commerce intra-africain des denrées alimentaires, lesquelles doivent donc être importées de pays développés.

55. L'observation la plus simple, et sans doute aussi la plus accablante, sur la recherche agricole est celle de Kamarck, pour qui la grande promesse de l'agriculture tropicale ne sera jamais tenue tant que les décideurs et les planificateurs se contenteront d'essayer d'emprunter et d'appliquer une technologie fragmentaire résultant des travaux de recherche conduits en zone tempérée (mécanisation agricole et emploi massif d'engrais) plutôt que de se lancer dans la recherche agricole tropicale globale et indépendante 21/. Les extraits ci-après illustrent l'expérience du Japon:

"A l'origine, la politique retenue par les pouvoirs publics pour accroître l'efficacité de l'agriculture japonaise consistait à importer sans aucune discrimination les méthodes "occidentales" de l'agriculture extensive, sous l'influence en particulier des responsables qui avaient visité l'Amérique et l'Angleterre dans les années 1970 ... Après avoir abandonné l'imitation fidèle des techniques étrangères, les pouvoirs publics ont concentré leurs efforts sur la tâche consistant

21/ A. Kamarck: The most Productive Agriculture in the World, CERES, septembre/octobre 1979, cf. aussi Norman Myers: The exhausted Earth: Foreign Policy (Etats-Unis), printemps 1981.

à mettre au point une technologie agricole spécifiquement adaptée aux caractéristiques physiques et économiques de l'agriculture japonaise" 22/.

56. Tout aussi grave est le fait que la recherche ne tienne pas compte de la somme considérable de connaissances et de l'expérience traditionnelles acquises par les paysans à l'occasion des essais et des adaptations auxquels ils se livrent volontairement. On a davantage confiance dans les techniques "intégrées" (packages), dans les orientations et conseils donnés par les sociétés transnationales étrangères et financés par des organismes d'aide bilatérale et multilatérale ainsi que dans le crédit rural pour susciter l'expansion de la demande pour ces techniques intégrées. Il semble que l'on ne s'efforce guère de mettre au point, à l'intention des agriculteurs, des techniques intégrées d'origine locale et correspondant aux réalités locales 23/.

57. L'une des hypothèses de base du Plan alimentaire régional pour l'Afrique est que l'augmentation de la production agricole à court et moyen terme incombera principalement aux petits exploitants. De ce fait, le développement et l'application des techniques agro-biologiques et dans une moindre mesure, agrochimiques devraient avoir la priorité sur les techniques agro-mécaniques. On peut donc raisonnablement se demander quel est dans ce domaine le volume de R-D mis sous une forme acceptable et par des voies efficaces, à la disposition des paysans qui se livrent à la production de produits alimentaires spécifiques dont on prévoit la pénurie.

58. Pendant ce temps, les débats régionaux et internationaux donnent la priorité à la réforme agraire plutôt qu'à l'inventaire, la conservation et la bonification des sols et aux technologies appropriées pour la petite exploitation paysanne.

#### VI. Choix des produits et "noyau central"

59. On a souvent mentionné le "noyau central" ou le "moteur" qui doit propulser l'économie nationale. La principale question que pose le concept de "noyau central" est, tout d'abord, qu'il est impensable de pouvoir s'attaquer simultanément à tous les secteurs et sous-secteurs d'une économie. De même, on ne saurait établir simultanément toutes les liaisons verticales, même dans un nombre restreint de secteurs. Les efforts doivent donc être concentrés sur un petit nombre de domaines de production qui possèdent déjà des liaisons réciproques et se renforcent mutuellement car ces relations vont non seulement assurer leur propulsion mais encore exercer des pressions sur les autres domaines, sous-secteurs et secteurs au fur et à mesure que le "noyau central" s'élargit. Tel est le secret du "noyau central", mais son efficacité dépend autant de l'identification, de la planification prudente et de l'allocation précise des ressources réelles que d'une conception délibérée et circonspecte des liaisons. Certes, chaque pays doit découvrir et organiser son propre "noyau central" mais il ne faut oublier que certains facteurs de production critiques (métaux pour les industries mécaniques et autres matières premières

22/ Takekazu Ogura (Ed.): Agricultural Development in Modern Japan, FAO Association, Tokyo, 1963, page 643.

23/ Briggs & Clay: Sources of Innovation in Agricultural Technology, World Development, Vol. 9, No. 4, 1981.

et produits intermédiaires) devront provenir de projets organisés sur une base multinationale. Mais dans le domaine du développement industriel, on a dit que le "noyau central" est très souvent constitué par la fabrication (et non par le montage) de matériels, en commençant par les pièces et les composants du secteur agricole, des transports et des communications, et du secteur extractif. Dans d'autres cas, on a recommandé que ce noyau soit constitué par trois ou quatre ressources naturelles dont la transformation dans le pays créerait de nombreuses liaisons amont et aval se renforçant mutuellement. On a également décrit le "noyau central" minimal comme un sous-système comprenant:

"Des aciéries et des laminoirs; des industries mécaniques "centrales": machines-outils, fonderies, forges et usines de traitement technique, et génie civil; usines de produits chimiques, d'engrais, de pesticides et de produits pharmaceutiques de base; une capacité autochtone de préparation des projets et de commercialisation de R-D; un noyau central de sociétés autochtones pour animer l'organisation de l'acquisition de matières premières, de la production et de la distribution des produits prioritaires associés au sous-système; un petit nombre de produits finis soigneusement sélectionnés sur lesquels le sous-système se concentre, comme dans le cas du Japon (par exemple: un ou deux types de matériel agricole); du matériel de transport et de communications; des pièces détachées et composants; la construction routière et ferroviaire 24/; des matériels et marchandises pour les services de santé et d'enseignement; l'habillement; etc.",

dans lequel "les liaisons et l'interdépendance économique et technique, c'est-à-dire la finalisation du sous-système, sont obtenus lorsque les entreprises, les agents de production et leur personnel adoptent des objectifs de développement communs, ce qui n'est possible que par l'indigénisation du contrôle et de la gestion de la production 25/.

60. Il convient de rappeler qu'avec la création des industries techniques du "noyau central", les ressources naturelles (et particulièrement les métaux de base) sont de plus en plus utilisés; la formation de capital s'accélère, de même que la production de composants, de pièces, de machines et de matériels (encouragement et promotion de la substitution des importations); des devises précieuses sont conservées pour les autres activités économiques et l'on contribue au maintien et à la productivité du secteur agricole et des autres branches d'activités industrielles. Les industries techniques du "noyau central" offrent également une base pour le développement scientifique et technologique, y compris les activités de recherche-développement. Elles encouragent l'investissement dans les activités industrielles en aidant au développement des activités d'entreprise et des capacités autochtones; elles créent de nouvelles possibilités d'emploi non seulement dans leur propre sous-secteur mais aussi dans d'autres secteurs économiques et elles forment une main-d'oeuvre hautement qualifiée et spécialisée qui peut être absorbée par toutes les activités industrielles 26/. L'expérience enseigne que les besoins

24/ CEA: Conceptual Framework and Approaches to be considered in Preparation of a Programme for the Industrial Development Decade for Africa; juin 1981, sans numéro.

25/ Ibid.

26/ Ibid.

industriels des secteurs du transport et des communications et de l'agriculture offrent généralement les meilleures occasions pour constituer le "noyau central". Mais dans la pratique, l'activation de ce noyau dépendra de l'identification des entreprises appropriées et de l'orientation qu'on leur donnera, de consultations sur les capacités et la conception de services de soutien, accompagnées d'une allocation délibérée de facteurs de production spécifiques, concrets et adéquats, etc. Souvent, on ne se rend pas compte que les éléments du noyau (ateliers ferroviaires, services d'entretien des ports, autres industries métalliques) existent déjà à l'état embryonnaire dans le pays.

61. Même si les exemples donnés relèvent du domaine de l'industrie (surtout des industries techniques) le noyau peut être créé dans le secteur extractif, dans l'agriculture ou même, par une révolution technique, dans le secteur des services.

62. Le critère primordial du choix des produits est constitué par les composantes importées qui affectent gravement la balance commerciale et la balance des paiements. On peut citer parmi celles-ci les importations de matières premières industrielles d'origine extra-africaine, y compris le pétrole, le gaz naturel et le charbon. Il en est de même des produits alimentaires dont nous avons parlé plus tôt. La troisième est constituée par les services importés (banque, assurances, transport maritime, aviation civile, information, loisirs, enseignement, services de consultation, etc.). Il faut y ajouter le paiement de droits de propriété industrielle et de marques de fabrique périmées pour des biens de consommation périphérique, etc. Il est donc inconcevable que le processus de constitution et de démarrage du noyau vienne grever aussi lourdement la balance des paiements alors même que des économies sont nécessaires pour financer des importations essentielles au noyau central.

## VII. Conclusions

63. Les observations faites sur certains aspects du défi que doivent relever les décideurs, planificateurs et entrepreneurs en Afrique ne sont nullement exhaustives mais elles indiquent que les méthodes traditionnelles d'identification, de définition et de solution de certains problèmes critiques dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos ne parviendront pas au but qu'elles visent.

64. Le but premier du présent document est toutefois, premièrement, de démontrer que le système traditionnel de relations Nord/Sud (y compris les contraintes relatives aux produits et aux aspects géographiques, associées aux problèmes de la monoexportation, du flux Sud/Nord de ressources, etc.) n'offre pas à lui seul un cadre viable pour la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos et que le fait d'espérer encore qu'il puisse un jour parvenir à cet objectif ne fait qu'intensifier les facteurs et les conditions matérielles de la crise africaine. Deuxièmement, le document propose la théorie selon laquelle les limites de la croissance en Afrique ont en fait été fixées non par les pays développés ou les sociétés transnationales étrangères mais bien par des politiques africaines qui, en réalité, limitent l'exploitation du potentiel de croissance à la production et à l'exportation par chaque pays d'un ou deux produits primaires.

65. Troisièmement, nous maintenons que tout débat sur la main-d'oeuvre, l'infrastructure institutionnelle et physique, la technologie, etc. ne peut avoir de sens que dans le contexte de décisions efficaces pour un changement socio-économique conforme au Plan



d'action de Lagos. En outre, lorsqu'on examine la faisabilité du Plan d'action de Lagos, il ne faut pas perdre de vue non seulement que le concept et l'action doivent se concentrer sur un "noyau central" <sup>27/</sup>mais encore que celui-ci doit obligatoirement être constitué par étapes, chaque étape produisant les ressources réelles (par opposition aux ressources monétaires), les ressources naturelles/matières premières, les structures d'entreprise, la main-d'oeuvre qualifiée nécessaire, la technologie, l'infrastructure institutionnelle et physique, etc. qu'exige l'étape suivante, et que le financement en "devises" dépend donc à chaque étape, de la rapidité avec laquelle les ressources et les facteurs de production locaux sont créés pour remplacer les ressources et facteurs importés.

66. Enfin, nous attirons l'attention sur le nouvel ordre économique international naissant (quoiqu'en disent ceux qui prétendent que cet ordre n'est ni nécessaire ni réalisable), nous essayons de faire prendre conscience à la région africaine qu'elle doit absolument décider à très bref délai de la place qui sera la sienne dans le nouvel ordre économique international et nous maintenons qu'elle dépendra du fait que les décideurs et planificateurs voudront brosser un tableau plus détaillé, aux niveaux national et régional, de l'avenir de l'Afrique selon les orientations du Plan d'action de Lagos ou qu'ils préféreront adopter l'une ou l'autre des "images" qui sont constamment proposées pour décrire les mesures que doit adopter la région pour le plus grand bien de ses populations au cours des 50 années à venir <sup>28/</sup>. Ce sont tous ces facteurs pris globalement, plutôt que les symptômes familiers de l'inflation, de la balance des paiements, etc., qui constituent la vraie crise africaine d'aujourd'hui.

---

<sup>27/</sup> Ce que l'on décrit à la CNUCED comme les possibilités d'"investissement transformationnel".

<sup>28/</sup> En ce qui concerne l'"image" de l'Afrique, il suffit de se demander quelles sont les réalisations concrètes que l'on espère voir en Afrique d'ici 25 ans grâce aux décisions prises aujourd'hui et appliquées avec résolution et imagination.